Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

Éléments pour une histoire de l'industrie bananière en Guadeloupe...

Jean-Claude Maillard

Numéro 25, 3e trimestre 1975

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1044068ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1044068ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Maillard, J.-C. (1975). Éléments pour une histoire de l'industrie bananière en Guadeloupe... *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (25), 35-52.
<https://doi.org/10.7202/1044068ar>

Tous droits réservés © Société d'Histoire de la Guadeloupe, 1975

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Éléments pour une histoire de l'industrie bananière en Guadeloupe... *

par
Jean-Claude MAILLARD

III. — LES ANNEES 50

Si l'on se reporte au graphique que nous avons donné dans une précédente livraison¹, les années 50 se développent en effet assez exactement en deux étapes d'égale importance. De 1951 à 1955, c'est d'abord pour la production régionale une phase critique, consécutive à l'infestation par le Cercospora de la quasi-totalité des plantations du secteur commercial, pendant laquelle la Guadeloupe cependant conserve sa première place dans les exportations antillaises. Puis, à la stagnation de la production dans la première moitié de la décennie succède assez brutalement une période d'expansion active où, tandis que les principaux fournisseurs africains du marché français se trouvent à leur tour en difficulté, Martinique et Guadeloupe — les positions sont alors durablement inversées — voient leurs expéditions progresser rapidement dans le temps où la Côte-d'Ivoire s'impose à eux comme le concurrent le plus redoutable. Il y a donc, de 1955 à 1960 en particulier, renversement complet de situation que le tableau suivant met bien en évidence.

* Les première et deuxième parties de cet article ont été publiées dans le *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, n° 8, deuxième semestre 1967, p. 43-59, n° 9-10, année 1968, p. 85-106, n° 11-12, année 1969, p. 121-148 et n° 13-14, année 1970, p. 127-156. Les numéros renvoient aux notes placées à la fin de l'article.

1955	Export. totale dont étranger		1960	Export. totale dont étranger	
I. Guinée	98.000	...	I. Martinique	126.207	2.910
II. Camer. Est	76.163	14.557	II. Guadeloupe	115.224	...
III. Guadeloupe	66.416	—	III. Côte-d'Ivoire	76.620	2.251
IV. Martinique	60.826	—	IV. Camer. Est	36.706	—
V. Côte-d'Ivoire	26.957	3.157	V. Guinée	54.684	50.000 env.

FIG. 1 : Situation relative des principaux fournisseurs de la zone franc entre 1955 et 1960.

En 1960, la Guinée est indépendante depuis deux ans. Elle a quitté la zone franc. Elle réalise à cette date ses dernières exportations « normales » vers la France.

A) Les difficultés de la production : la crise du cercospora (1950-1955) :

La maladie de Sigatoka ou cercosporiose du bananier², connue à la Guadeloupe semble-t-il dès 1932, ne prend ici de véritable importance qu'à la veille de la guerre. Cependant quelle qu'ait été alors la gravité de l'attaque, il semble que les planteurs, probablement surpris par la nouveauté du problème, se soient contentés de composer avec le mal et l'effondrement d'ailleurs, à quelques années de distance, de l'exportation dut leur paraître rétrospectivement une suffisante justification à leur défaut à peu près total de réaction, faute sans doute de moyens d'intervention efficaces. Au moins l'intermède qui va suivre sera-t-il l'occasion de jeter les bases sérieuses de la lutte avec la création, en 1942, de l'Institut des Fruits et Agrumes Coloniaux, plus familièrement désigné par son sigle : IFAC, qui s'installe à la Guadeloupe et contribuera au lendemain du conflit, à l'encadrement technique d'une profession jusque-là livrée pratiquement à elle-même malgré le soutien des services agricoles départementaux.

La maladie de Sigatoka avait pourtant opéré suffisamment de ravages dans les plantations centre-américaines dans les dernières années de l'entre-deux-guerres pour que l'on se soit efforcé d'en rechercher les causes et les moyens d'en limiter les effets. C'est ainsi que très tôt en particulier fut constatée l'efficacité de la célèbre « bouillie bordelaise »,

mélange de sulfate de cuivre et de chaux en suspension aqueuse, dont l'inconvénient le plus grave restait pourtant de nécessiter de gros investissements pour une application sur une échelle suffisante et, vu son rôle purement curatif, d'imposer la répétition des traitements tout au long de la période d'infestation soit, dans les vieilles régions bananières de l'Isthme américain, que sont les plaines atlantiques du Guatemala - Honduras et du Costa-Rica-Panama, l'année entière. Reprenant donc à leur compte les techniques en usage chez ces importants producteurs, la Guadeloupe comme la Martinique dut s'équiper dans l'après-guerre à la mesure des dimensions relativement modestes de ses exploitations, compte-tenu des conditions particulières de la production dont, exception faite des quelques bananeraies souvent importantes appartenant aux groupes sucriers, l'essentiel était pratiqué encore en zone montagneuse.

L'effort de recherche mené par l'IFAC dans ces conditions, porta d'abord sur la définition des méthodes de traitement les plus adéquates avant de s'orienter très vite vers des solutions plus originales dans le souci d'améliorer l'efficacité de la lutte et d'appliquer au traitement de la cercosporiose les techniques les plus récentes. J. Cuillé et H. Guyot, principaux responsables de ce programme d'investigation justifiaient ainsi, en 1954, dans la revue « Fruits », organe de vulgarisation de l'IFAC, l'orientation nouvelle des recherches. « La nécessité devant laquelle se sont trouvés placés les planteurs (de lutter contre la maladie) les a conduits depuis plusieurs années à équiper les plantations avec le matériel semblant le mieux adapté. A la Jamaïque, en Australie et en Amérique centrale les appareils à pression de toutes importances sont utilisés. Dans les grandes plantations des dispositifs fixes de pulvérisation ont été mis en place. Les caractéristiques communes de ces appareils sont la formation d'un nuage dont les particules élémentaires sont d'un diamètre supérieur à 150 microns (et la nécessité d'employer pour les traitements des volumes) de l'ordre de 1.000 à 1.500 litres (à l'hectare). Sur le plan économique ces traitements sont souvent difficiles à réaliser. Les techniques plus récentes de nébulisation et de pulvérisation pneumatique présentent des avantages pratiques certains. Il était donc logique de chercher à les adapter au traitement des bananeraies »³.

Les travaux entrepris en effet à cette date et dont l'article auquel nous faisons référence livre les principaux résultats,

avaient essentiellement porté d'abord sur l'étude comparée des divers modes d'intervention possibles et des appareils alors disponibles sur le marché du double point de vue de l'efficacité locale des traitements et de leur prix de revient pour le producteur. C'est ainsi que l'intérêt des expérimentateurs s'était orienté rapidement vers les méthodes de nébulisation qui, en réduisant les quantités de bouillie à mettre en œuvre, avaient donné dès les premiers essais des résultats bien supérieurs à ceux obtenus avec les techniques les plus traditionnelles. L'élément véritablement nouveau était dans ce cas la nécessité de modifier le support habituellement utilisé et de substituer l'huile à l'eau, ce qui permettait du même coup d'intéressantes économies puisque, selon la taille des gouttelettes recherchées, les débits à l'hectare évoluaient désormais entre 40 et 60 litres pour l'obtention de particules comprises entre 20 et 80 microns ou seulement 10 à 12 litres pour des tailles de l'ordre de la quinzaine de microns. Dans la mesure où la phytotoxicité de l'huile était jusque-là admise à partir d'expériences réalisées avec des appareils à grand débit, il restait cependant à démontrer l'inocuité relative du produit dans les conditions particulières de traitement maintenant retenues quoique les résultats des premiers essais, en 1953-54 surtout ⁴, aient déjà apparemment prouvé qu'il suffisait en fait de « doser convenablement les quantités nécessaires et que 40 à 50 litres constituaient un optimum réservant une marge de sécurité suffisante pour ne pas endommager les plantes » qui en recevraient accidentellement une quantité excessive. Pourtant, en dépit de toutes les réticences les plus sérieusement fondées, le résultat était indubitable et, concluent nos auteurs, « l'efficacité des applications (avait été) supérieure à celle des pulvérisations effectuées jusqu'alors ».

« A la Guadeloupe en effet ⁵, ajoutent-ils, avec les pulvérisations classiques de bouillie bordelaise, d'oxychlorure de cuivre ou d'oxyde cuivreux, les résultats avaient été des plus médiocres. Ces traitements ne sont pas par eux-mêmes inefficaces puisque à la Jamaïque ils se sont montrés suffisants, bien que très onéreux. Mais à la Guadeloupe et à la Martinique, dans les secteurs « au vent » balayés par les pluies venant du large et souvent accompagnées de grains venteux, l'entraînement des produits par les eaux de pluies est trop considérable pour que les dépôts de bouillie aqueuse supportent le lessivage. C'est là une première raison de la meilleure activité des dépôts huileux. N'étant pas mouillables et par conséquent

non miscibles à l'eau, ils ne sont pas entraînés... On (leur) assure une ténacité et une rémanence maximum. Une autre cause de bonne efficacité résiderait dans la meilleure répartition du produit sur le feuillage. Plus les particules sont fines, moins le rôle d'écran que jouent réciproquement les feuilles est important et meilleure est la pénétration dans la bananeraie. »

Le caractère remarquable des résultats obtenus invitait évidemment à s'intéresser plus spécialement au rôle véritable de l'huile dans ces mélanges, d'autant plus que l'on en connaissait déjà l'efficacité antifongique ainsi que, on l'a vu, mais apparemment sous certaines conditions, la phytotoxicité. On espérait ainsi, par des recherches plus approfondies vaincre à la fois le scepticisme de bien des planteurs à l'égard d'un mode de traitement qu'ils soupçonnaient volontiers d'altérer la qualité des fruits, mais aussi peut-être, du même coup définir les formules les plus économiques en réduisant autant qu'il était possible la part du fongicide. « Depuis les premières applications et les résultats rapportés en 1954, expliquent J. Cuillé et H. Guyot ⁶, nous avons reconnu la possibilité de réduire dans de fortes proportions la quantité de fongicides nécessaires pour obtenir le résultat recherché. Le rôle de l'huile ayant été mis en évidence, on a pu en toute sécurité au cours de (la campagne 1955-56) réduire considérablement la quantité de matière active ». Ainsi put-on constater, dès 1956, l'efficacité d'un traitement purement huileux, bien avant que des recherches plus approfondies soient venues confirmer que l'huiles « ne (jouait) pas uniquement un rôle de support pour le fongicide contenu dans la formule, mais que son action sur le développement du champignon était très importante ».

L'ampleur des résultats acquis, en quelques mois seulement, la possibilité de comprimer encore les coûts d'application en réduisant dans le mélange la part du fongicide, étaient évidemment autant d'arguments favorables à l'adoption d'une technique originale dont les techniciens de l'IFAC s'étaient faits les ardents propagateurs et qui allait bénéficier avec la réunion organisée en Guadeloupe, à la fin de 1955, par la Commission caraïbe d'une publicité particulière. La vulgarisation ne pouvait être dans ces conditions que rapide. Ainsi, alors que les premiers essais à la Guadeloupe n'avaient été menés que dans le courant de l'année 1953 et que la diffusion des premiers résultats n'avait pu être commencée auprès des

planteurs qu'en 1954, on pouvait considérer que dès la campagne 1955-56, à peu près 1.500 hectares de plantations industrielles bénéficiaient déjà de la mise en œuvre de ces méthodes. Une autre étape importante vers la généralisation des traitements en suspension huileuse allait cependant être franchie dès 1955 avec la mise au point des techniques de nébulisation par voie aérienne et les débuts de ce fait de l'aéronautique agricole dans les bananeraies antillaises. En effet, tandis que les procédés d'aspersion à la bouillie bordelaise impliquaient la mise en œuvre d'importants volumes d'eau, de l'ordre de 1.000 à 1.500 litres à l'hectare avons-nous dit, et mobilisaient presque en permanence un important matériel de pompage et de distribution au point que les grandes compagnies américaines avaient préféré se doter d'installations fixes, la technique des « brouillards huileux » légers permettait de comprimer suffisamment les débits nécessaires, donc les volumes de liquide à emporter, pour autoriser l'emploi de l'avion à ce travail et faciliter le traitement de vastes périmètres agricoles homogènes. L'abaissement des coûts d'intervention ainsi réalisé devait assurer le succès de la méthode et sa vulgarisation dans les conditions pourtant limites de la bananeraie antillaise où le relief et les vents locaux rendent plus délicats pour les pilotes les passages à basse altitude indispensables à la meilleure efficacité du traitement (les accidents ne sont hélas pas à cette occasion exceptionnels), et plus aléatoires les interventions à certaines heures de la journée.

La qualité des résultats obtenus en quelques années seulement grâce à une active collaboration des producteurs et des chercheurs, la diffusion rapide de ce fait des principaux acquis, avaient cependant déjà permis l'amorce d'une reprise dès 1956 en Martinique, mais en 1957 seulement en Guadeloupe où le cyclone Betsy était venu malencontreusement coucher l'essentiel des plantations. Mais le redressement remarquable des courbes enregistré dans les deux îles jusqu'à la fin de la décennie, ne doit pas nous faire oublier les efforts développés depuis cette date pour améliorer les conditions de la lutte et mettre au point en particulier une méthode de prévision permettant dans l'immédiat de n'intervenir qu'au moment le plus opportun et, à plus long terme, de parvenir peut-être à un contrôle radical de la maladie par des actions de type préventif. L'habitude s'était en effet établie quand on ne connaissait encore que la bouillie bordelaise de « réali-

ser des traitements chaque quinzaine en saison humide et parfois plus d'une fois par mois en saison sèche », soit 20 à 22 applications annuelles, ce qui avait pour conséquence bien sûr d'éliminer pratiquement les risques mais entraînait pour les planteurs des dépenses importantes pour des interventions quelquefois assez peu indispensables, et l'adoption du traitement aérien n'avait pas paru dans l'immédiat devoir modifier sérieusement les choses.

Pourtant son efficacité particulière ouvrait pour l'avenir de larges perspectives en permettant en effet des actions rapides capables d'enrayer quasi immédiatement les progrès de l'infestation, et il était apparu dans cette optique souhaitable d'améliorer les possibilités de prévision par une meilleure connaissance de la biologie du champignon et des conditions climatiques, voire micro-climatiques, de son développement. C'est ainsi que des études menées à partir de 1955 et 1956 devaient aider à mieux cerner les données du problème et à dégager l'influence réciproque des facteurs thermiques et hygrométriques dans la prolifération périodique du cercospora au cours de l'année. En résulte directement la création, en 1970, par l'IFAC d'un service de bioclimatologie chargé de collecter et d'interpréter les données livrées par un nombre croissant de stations d'observation réparties dans l'ensemble de la zone bananière. Des cartes établies périodiquement permettent de faire le point, de mieux cerner ainsi les périodes favorables ou défavorables au champignon, et d'organiser en conséquence le traitement en contribuant également à affiner la connaissance que l'on a du phénomène. Parallèlement le rôle « dépressif » de l'huile ayant été finalement admis, on tend actuellement à revenir à des mélanges incluant une proportion notable de substances antifongiques. Le développement de la chimie met ainsi en faveur maintenant les produits dits « systémiques » assurant une certaine durée à l'effet protecteur.

B) Les succès de l'exportation antillaise et les conditions nouvelles du marché (1955-1960) :

Si l'on avait légitimement craint, vers 1950, que le rétablissement des divers producteurs traditionnels de la zone franc puisse avoir, en l'absence de concertation, un effet perturbateur sur le marché, amenant ainsi les partenaires à rani-

mer d'un commun accord le vieux Comité Interprofessionnel Bananier (CIB) disparu avec la guerre, la crise du cercospora aux Antilles avait vite contribué à écarter les risques de surproduction et permis aux territoires africains de prendre l'avantage. Les progrès de l'exportation guinéenne jusqu'en 1955, de l'exportation camerounaise, jusqu'en 1957, de l'exportation ivoirienne aussi bien qu'elle n'ait paru bénéficier d'abord que des effets d'entraînements induits par le dynamisme de sa proche voisine la Guinée, montrent assez que l'Afrique entend profiter pleinement de l'effacement des Antilles dont la production apparaît alors bloquée à un niveau d'activité à peine supérieur à celui de ses meilleures performances de l'entre-deux-guerres. On ne peut qu'être surpris dans ces conditions de l'extraordinaire retournement de situation qui accompagne dans les cinq dernières années 50 le redressement de la production antillaise, période où s'opère une redistribution rapide des rôles et où s'élaborent les conditions actuelles du marché national. La décision fondamentale prise en effet au début de la décennie suivante par le général de Gaulle ne fera en réalité que consolider les positions acquises dans les circonstances que l'on va voir, et laissera au même coup quelque amertume à ceux des partenaires qui se trouveront inévitablement lésés par la référence ainsi faite à une période pour eux particulièrement défavorable. L'attitude perturbatrice du Cameroun oriental dans les premières années 60 ne s'explique pas autrement.

1) *Les difficultés de la production en Guinée et au Cameroun :*

Alors que les exportations de la Guinée, du Cameroun et de la Côte d'Ivoire, toutes destinations réunies, avaient atteint en 1955 les 200 milles tonnes, en accroissement de 12 % environ sur 1954 mais de plus de 60 % par rapport à 1952, elles enregistrent de 1955 à 1957 une nette stabilisation puis un déclin qui ne fait que s'accroître jusqu'à 1960 où avec 145.000 tonnes, elles parviennent à leur niveau d'étiage. Ce mouvement de repli indiscutable est en fait la résultante d'une double évolution, le recul de la Guinée puis du Cameroun se trouvant progressivement minimisé par les progrès de la production ivoirienne jusqu'à ce que celle-ci ait atteint, à la fin des années 60, un volume suffisant pour par-

venir à compenser la régression de ces deux territoires et à retourner la situation à son avantage.

	Guade- loupe	Martinique	Guinée	Côte d'Ivoire	Cameroun
1938....	50,3	37,4	46,8	8,6	24,1
1945....	10,5	—	0,2	—	—
1947....	31,8	10,9	29,0	6,5	17,0
1949....	48,7	38,5	39,9	18,2	—
1951....	68,9	72,3	62,1	16,0	55,0
1953....	68,4	59,7	69,0	21,3	72,0
1955....	66,4	60,8	98,0	26,9	76,1
1957....	79,4	96,6	73,0	34,7	85,2
1959....	116,4	131,3	66,6	54,0	57,9
1961....	122,1	137,6	59,4	91,5	51,8

FIG. 2 : *Exportations toutes destinations des principaux producteurs de la zone franc (milliers de tonnes).*

En fait, malgré un léger décalage dans le temps puisque l'inflexion de la courbe de l'exportation camerounaise se situe après 1957 alors que la Guinée constate dès 1956 l'affaiblissement de ses résultats commerciaux, l'évolution de l'économie bananière de ces deux territoires ne fait que souligner la dégradation rapide des conditions de la production africaine, conséquence de l'irruption brutale et de la virulence particulière des principales maladies de la plante plus sans doute que de la modification des rapports politiques entre la métropole et ses anciennes colonies. Mais on comprend mieux ainsi l'effondrement entre 1956 et 1960 de l'exportation guinéenne en direction de la France et le déclin à partir de ce moment de sa production si l'on considère que les difficultés, nullement insurmontables à l'époque, nées de l'irruption sans doute inattendue de la cercosporiose vont s'y trouver en fait malencontreusement amplifiées par les incertitudes de l'évolution politique du territoire, incitant les planteurs à l'expectative et pour les mieux avisés à déplacer plutôt leur activité vers la Côte-d'Ivoire voisine où l'avenir paraissait moins aléatoire.

Ainsi s'explique mieux également le démarrage spectaculaire de ce nouveau gros producteur dont le dynamisme propre s'est trouvé renforcé de façon décisive par cet appoint

extérieur, et la rupture de 1958 entre la France et la Guinée, ne dut en réalité surprendre que ceux parmi les planteurs qui n'avaient pas su ou pu, opérer opportunément ce transfert. L'exportation guinéenne entame dans ces conditions un mouvement de repli qui ne cessera pas de s'aggraver jusqu'à nos jours, malgré un effort de stabilisation dans la seconde partie des années 50 aux alentours de 25 à 30.000 tonnes expédiées surtout vers les pays du bloc socialiste. On peut bien sûr supposer que la normalisation peut-être prochaine⁸ des relations politiques entre la Guinée et son ancienne métropole, permettrait en ce domaine une reprise des échanges, mais l'état présent du marché interdit que ce territoire puisse jamais retrouver son ancienne position commerciale puisque sa défaillance s'est trouvée depuis amplement compensée et que l'importation a trouvé ailleurs des sources d'approvisionnement très suffisantes pour le présent et même l'avenir. Nantes et Bordeaux, les anciens ports d'entrée de la banane guinéenne ne risquent donc pas dans cette hypothèse de trouver l'occasion de relancer une vieille activité à la disparition de laquelle ils ont d'ailleurs fini, non sans quelque nostalgie, par se résigner.

Sans avoir connu pour sa part une évolution aussi extrême, le Cameroun oriental connaît, toutes proportions gardées, à même époque des problèmes d'une gravité analogue. Sans doute le développement ici aussi de la cercosporiose va-t-il contribuer à alourdir les charges de la production, mais le mal sera en fait rapidement contrôlé grâce aux techniques mises au point dans la zone antillaise. On notera à ce propos que son extension brutale vers le milieu de la décennie sera ainsi l'occasion d'organiser pour la première fois sans doute la lutte en grand contre la maladie en utilisant toutes les ressources de l'aéronautique agricole⁹. Fortement affecté déjà par le cercospora dans les premières années de guerre, mais sans conséquences majeures vu les circonstances et l'impossibilité d'exporter les fruits, le Cameroun oriental n'avait pas en effet connu d'attaque sérieuse avant 1955-56 où, en l'espace de quelques mois seulement, l'ensemble de la bananeraie s'était trouvée atteinte. Mais la riposte devait être exceptionnellement rapide. Dès la fin du premier trimestre 1957 en effet était lancée une vaste opération associant le Syndicat local des producteurs et la Coopérative de traitement (CATA) mise en place à cette fin, à l'équipe locale de l'IFAC responsable de la bonne exécution du programme établi grâce aux

méthodes de prévision déjà testées dans les bananeraies guadeloupéennes, et garante de son efficacité. L'ampleur des moyens utilisés, la mobilisation quasi-générale des énergies étaient en eux-mêmes des gages incontestables de succès, et l'opération fut bien évidemment l'occasion de montrer les remarquables possibilités d'une action cohérente exploitant toutes les ressources de la technique moderne puisque l'attaque se trouva ainsi jugulée avec une rapidité égale à celle avec laquelle l'infection s'était propagée jusqu'à submerger les 15 à 20.000 hectares de plantations de tous types.

Mais à peine avait-on levé cette hypothèque que les bananeraies camerounaises allaient se trouver affrontées à plus forte partie. Le territoire avait en effet développé son économie bananière à l'imitation des expériences réalisées autour de la première guerre mondiale dans la région de Tiko, dans la partie du Cameroun allemand devenue par la suite britannique, où la variété Gros-Michel avait été introduite avant 1914 en provenance d'Amérique centrale sur les premières plantations industrielles, celles notamment de la « Afrikanische Frucht Compagnie ». Ainsi, alors que la Guinée et derrière la Côte-d'Ivoire, avaient sélectionné la variété canarienne, les deux Cameroun bénéficiant d'ailleurs de conditions pédologiques voire climatiques en moyenne très supérieures, s'étaient trouvés privilégier la variété commerciale typique de la zone américaine diffusée aux Etats-Unis comme en Europe à partir du début de ce siècle, par la United Fruit Company. La Elders and Fyffes, sa filiale britannique, assurant la vente de ses fruits dans la zone européenne, et opérant en France à partir de 1932 par l'entremise de la « Compagnie des Bananes », ne manqua donc pas de suivre avec intérêt les efforts des premiers planteurs et d'encourager même plus directement les initiatives d'autant plus que le régime de protection mis en place en 1931 et 1932 visait de toute évidence à stimuler le développement d'une production nationale et rendait de ce fait plus aléatoire à terme le maintien des courants traditionnels d'approvisionnement établis à l'époque de la liberté des échanges. Opérant pratiquement dès l'origine dans la zone du Mungo, elle pouvait à la fois continuer à approvisionner sa clientèle et conserver du même coup un libre accès au marché français en contournant ainsi l'obstacle législatif qu'on avait prétendu lui opposer.

Or la Gros-Michel est particulièrement sensible, on le sait, au mal de Panama qui semble le principal responsable

de l'instabilité relative de la culture bananière dans la zone américaine et contribue à affirmer son caractère spéculatif. Le Cameroun bien sûr n'ignore pas le problème et les ravages enregistrés dans les plantations les plus méridionales de la région de Mbanga vers 1954, l'apparition sporadique de foyers secondaires, avaient bientôt parus suffisamment inquiétants pour que l'on ait jugé bon d'introduire ici dès 1957, peu après la Côte-d'Ivoire, d'ailleurs, la variété antillaise dite « Poyo » et que l'on ait entrepris aussitôt sa multiplication en vue d'une probable reconversion des cultures. Celle-ci, amorcée vers 1958, devait être finalement réalisée sur dix ans, affectant les plantations de tous types, artisanales ou industrielles, jusqu'à arrêt complet des exportations de Gros-Michel en septembre 1968. Mais on ne mène pas la culture de la Cavendish de la même manière que celle de la Gros-Michel dont la rusticité est bien connue, et le passage sur les plantations indigènes petites et moyennes d'une production assez peu exigeante, permettant au prix d'une véritable « cueillette » une rentrée régulière, quelquefois substantielle d'argent frais, à une culture demandant plus de soins et d'investissements, pour une rentabilité immédiate plus douteuse vu l'état du marché, devait avoir pour effet d'inciter beaucoup de ces modestes producteurs qui ne trouvaient pas également dans la médiocre gestion des coopératives de suffisantes raisons de s'obstiner, à l'abandon d'une spéculation apparemment de moins en moins lucrative. En résulte un effondrement rapide de l'exportation de 1957 à 1960 aggravé encore par les troubles politiques et l'insécurité qui s'installent dans la zone bananière au terme de la décennie. Ainsi, en 1960, en raison des difficultés de la production artisanale et malgré le maintien d'un secteur industriel solide, le Cameroun se trouvait-il en nette infériorité sur le marché national face à l'exportation antillaise de plus en plus active et à l'extension spectaculaire des plantations ivoiriennes, ce qui ne lui permettra pas d'obtenir quand s'engagent les négociations pour l'établissement d'éventuels « quotas » d'importation, malgré l'âpreté des discussions, une position jugée conforme à ses performances passées et à ses possibilités réelles de production. Il est vrai que la décennie suivante se chargera d'entretenir la crise et qu'il faudra bien se résigner à un certain effacement¹⁰.

II) *L'essor de la production en Côte-d'Ivoire et aux Antilles :*

La Côte-d'Ivoire cependant mettait les bouchées doubles pour compenser le retard qui était le sien vers 1955 encore par rapport aux principaux producteurs africains de la zone franc, récupérer à son avantage une part de l'héritage guinéen, exploiter l'affaiblissement du Cameroun et contrer autant que possible l'offensive antillaise vers l'ouest et le sud-ouest du territoire français pour occuper le vide laissé par l'élimination de la Guinée. Ne verra-t-on pas ainsi, mais il est vrai en 1961 et pour une brève période au total, le port de Nantes retrouver fugitivement une activité bananière qui avait paru, après 1959, l'abandonner, en accueillant les navires de la Transat pour des déchargements d'abord partiels mais rapidement croissants, au point que la moyenne des cargaisons atteignait dès 1963 les 1.100 tonnes¹¹. En fait, pour symbolique que paraisse l'événement, on ne peut véritablement le retenir comme la meilleure image qui se puisse donner de l'expansion commerciale antillaise elle-même puisque l'épisode est relativement tardif et qu'il répond en fait plus au souci de consolider les positions acquises qu'à une pénétration, déjà effective, du marché. D'ailleurs la situation a déjà sensiblement évolué à l'époque et à l'enthousiasme des dernières années 50 succède maintenant la stupeur et l'inquiétude devant la prise de conscience des véritables effets d'une croissance mal contrôlée de l'exportation : le désordre et l'engorgement du marché résultant des développements considérés de la production ; la chute des cours et le marasme des affaires qui rendent plus sensibles aux Antillais du moins l'inconfort de leur position présente et future devant la médiocrité moyenne des résultats financiers et l'alourdissement sévère de leurs prix de revient.

A peine en effet, dès 1955-56, la lutte contre le cercospora prenait-elle aux Antilles sa forme définitive et s'acheminait-on ici rapidement vers un contrôle satisfaisant de l'infestation à défaut d'en pouvoir éliminer d'un seul coup tous les risques, que la Guinée à son tour en difficulté amorçait le repli qui devait en l'espace de 3 à 4 ans éliminer pratiquement du marché ce vieux producteur, pionnier incontesté en ce domaine et partenaire redouté. Mais alors que la Guadeloupe était parvenue, malgré les circonstances à maintenir le niveau de ses expéditions et à sauvegarder ses posi-

tions commerciales dans le temps où la Martinique, quelque peu découragée par la tempête de 1951, constatait de 1951 à 1955 un léger tassement de ses exportations, le cyclone Betsy survenant très inopportunément alors que les Antillais conscients de l'évolution rapide du marché se préparent à y répondre, va paralyser pour de longs mois l'activité de la région de Basse-Terre et permettre de ce fait à la Martinique de prendre un avantage durable.

Ainsi la Guadeloupe qui, dans les années 30, avait incontestablement donné l'impulsion et entraîné plus ou moins la Martinique dans son sillage, se trouve-t-elle dès 1956 en sensible position d'infériorité à son égard, situation assez nouvelle que les années 60 ne feront qu'aggraver en raison d'une convergence de causes exceptionnelles sur lesquelles nous reviendrons, et que le dynamisme de la production martiniquaise contribue d'ailleurs à même époque à accentuer. Les succès de celle-ci tiennent en fait à une véritable « révolution » intérieure amorcée à cette occasion mais qui trouvera ultérieurement, dans les difficultés du sucre, de nouveaux arguments amenant ainsi peu à peu l'économie régionale à miser sur la culture bananière à mesure que le retrait de la canne libère les meilleures terres, notamment dans le nord-est de l'île. Au moment où nous en sommes, à la fin des années 50, le mouvement de repli de la production sucrière n'en est encore, il est vrai, qu'à ses débuts et ne commence d'ailleurs à faire sentir ses effets que dans la mesure où la conjoncture apparaît déjà plus favorable à la monoproduction fruitière incitant un certain nombre d'exploitants à modifier opportunément leurs orientations agricoles. Car ce n'est à proprement parler que dans les premières années de la décennie suivante, quand les difficultés du sucre viennent affecter directement les secteurs géographiques les plus favorables à cette spéculation et que la situation du marché bananier est devenue maintenant moins propice à une reconversion sur des terres certainement moins aptes à cette culture, que la crise prendra véritablement toute sa gravité régionale, ramenant les superficies cultivées en cannes en 1972 à 50 % du niveau qu'elles avaient atteint entre 1960 et 1962¹².

*
* *

Ainsi s'opère entre 1955 et 1960 une large redistribution parmi les fournisseurs du marché français que cristallise finalement l'effort d'organisation que l'on va voir. Car à l'eupho-

rie de cette phase d'activité exceptionnelle aux Antilles qui justifie l'effort d'équipement amorcé, on l'a vu, à Basse-Terre¹⁸, succède assez brutalement dès les premières années 60 une période délicate où le doute puis le découragement pour certains succèdent à l'enthousiasme des années fastes. La production bananière guadeloupéenne housculée trop souvent depuis par les cyclones, s'essouffle désormais à suivre le rythme rapide des mutations techniques et commerciales imposées par le marché alors que ses charges ne cessent de s'accroître irrésistiblement et que les prix de détail longtemps bloqués amenuisent les marges.

(à suivre)

JEAN-CLAUDE MAILLARD,
Maître-Assistant de Géographie
à l'Université de Bordeaux III.

NOTES

1. Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, n° 13-14, 1970, p. 135.

2. Signalée dès 1902 à Java, la maladie de Sigatoka doit son nom à une vallée des îles Fidji où son développement épidémique est pour la première fois observé dès 1912. Connue au Queensland en 1920, elle est présente à Ceylan en 1930 et fait irruption aux Antilles à peu près à la même époque (Guadeloupe 1932, Trinidad 1934), mais c'est dans les bananeraies de l'Amérique centrale et en Jamaïque qu'elle trouve finalement son terrain d'élection (Honduras 1935 ; Jamaïque, République Dominicaine, Guatemala oriental, Mexique, Costa-Rica 1936 ; Panama 1937 ; Equateur dans les années 40).

Maladie de la feuille d'origine fongique, elle se traduit par un jaunissement caractéristique et influe défavorablement sur le développement du régime (sortie plus tardive, qualité des fruits plus ou moins diminuée). On connaît au parasite deux stades différents de reproduction et par conséquent deux modes de diffusion : un stade conidien (*Cercospora musae*) connu depuis longtemps ; un stade ascospore (*Mycosphaerella musicola*) plus récemment identifié. Les conidies sont obligatoirement disséminées par l'eau (pluie, rosée) et la contamination se fait par conséquent dans ce cas du haut vers le bas aux dépens toujours des plus jeunes feuilles, c'est-à-dire les dernières déroulées. Les ascospores par contre sont emportés par le vent et dispersés à plus large distance.

Outre les livres fondamentaux de Wardlaw (*Banana diseases*), N.W. Simmonds et J. Champion, on pourra se reporter utilement à la collection de la revue « Fruits » depuis 1948. A la fin des années 50, l'IFAC rassemble à l'usage des planteurs dans une brochure intéressante les principaux articles publiés entre 1953 et 1958 sur le thème. Son titre : « Traitements à débits réduits ».

3. Voir Fruits, vol. 9 n° 7 1954, « Les formules fongicides huileuses pour le traitement des bananeraies ».

4. Evoqués par H. Guyot dans Fruits, vol. 8 n° 11 1953, « Les premiers essais de nébulisation pour l'application des fongicides en suspension huileuse furent effectués en 1952... dans la région de Petit-Bourg sur une bananeraie de la Société Industrielle de Pointe-à-Pitre (SIAPAP)... Les résultats obtenus sans être sensationnels n'étaient pas décevants ». Repris au début de 1953, ils avaient fait dès la fin de l'année la preuve de leur efficacité.

5. Fruits, vol. 9 n° 7 1954.

6. Fruits, vol. 11 n° 4 1956. Les auteurs se réfèrent à deux publications antérieures concernant « Les traitements fongicides des bananeraies » parues dans Fruits, vol. 9 n° 7 1954, déjà cité, et Fruits, vol. 10 n° 3 1955.

7. Voir également le graphique de la page 135 dans le numéro 13-14 du Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, 1970). Nous n'avons retenu dans ce tableau que les principaux fournisseurs de la zone franc. Soulignons en passant les efforts de la Guyane pour dévelop-

per l'exportation bananière à la fin des années 30 (300 tonnes expédiées en 1937, 700 en 1939) et les essais de diffusion de la culture d'exportation en Afrique francophone dans les années 50. C'est ainsi que le Congo Brazzaville apparaît furtivement dans les statistiques dans la seconde moitié des années 50 pour s'effacer après avoir livré au marché 1.000 à 1.300 tonnes de fruits en 1959 et 1960. Le principal absent est sans doute Madagascar, mais notre justification sera que l'essor de la production commerciale de la grande île est postérieur à 1960 puisque les expéditions s'élèvent de 600 tonnes en 1961 à 10.800 tonnes en 1963 et 33.000 tonnes en 1966. L'activité d'exportation gravement perturbée par la fermeture récente du canal de Suez entraînera un déclin rapide qu'illustre en particulier le fait que les compagnies de navigation qui avaient, telle la Havraise, réalisé à cette fin un effort d'équipement, doivent se résigner à vendre les navires isothermes spécialement construits pour ce trafic ou à les affréter au mieux offrant.

8. A l'occasion du Référendum de 1958, la Guinée opte pour l'indépendance immédiate et refuse la Communauté. Mais la rupture n'est en fait totale qu'en 1965 quand la France rappelle son ambassadeur, et l'état de tension entre les deux pays subsiste au moins jusqu'en 1973 entretenu par l'accusation périodiquement reprise par le régime de M. Sekou Touré de menées contre-révolutionnaires fomentées avec la complicité de l'ancienne métropole à partir des territoires limitrophes. Depuis cette date, le dialogue paraît renoué, mais le contentieux est important et les négociations portant notamment sur l'indemnisation des biens français nationalisés, n'ont pas encore abouti.

9. Voir à ce sujet : Fruits, vol. 13, n° 4, 1958 : « Une campagne de lutte contre le Cercospora au Cameroun ».

10. Concernant la Guinée, la bibliographie bananière est assez mince. L'article de Richard-Mollard (La banane en Guinée française, Revue de Géographie Alpine, 1943) est évidemment ancien mais il permet de prendre une idée claire des conditions du développement de cette spéculation.

Le Cameroun oriental est plus accessible. On pourra consulter à ce propos la revue Fruits encore (vol. 27, n° 10, oct. 1972 : « L'évolution de l'économie bananière du Cameroun » qui a l'énorme mérite de rassembler pour la première fois sans doute une masse de données intéressantes à la fois les deux Cameroun arbitrairement séparés par la S.D.N.) ou la thèse de M. Ekollo Moundi, publiée en 1971 : « Culture bananière et changement social dans un département camerounais (département du Mungo) ».

Sur la Côte-d'Ivoire aussi, de nombreuses publications récentes. Parmi les plus utiles : Fruits, vol. 27, n° 12, 1972 : « Evolution de la production bananière en Côte-d'Ivoire » ; ou Dian Dani, « Quelques données récentes sur la situation de la culture bananière en Côte-d'Ivoire », Cahiers d'Outre-Mer 1973.

11. Le port de Nantes retrouve dans ces conditions dès 1963, avec 37.755 tonnes, un niveau de trafic qui laisse espérer à tous que la Guadeloupe va bientôt largement compenser la disparition du fournisseur traditionnel qui, au maximum de ses performances de l'après-guerre avait débarqué ici près de 50.000 tonnes. On doutait si peu à Nantes qu'il puisse en être autrement que l'on avait décidé déjà d'améliorer le port pour répondre au développement futur des importations. Mais à peine avait-on inauguré, en 1963, la quatrième noria et mis en place les écarteurs indispensables à l'accueil, au Quai des Antilles, de la plupart des navires de la Transat en service, que survenait malencontreusement en Guadeloupe la série des catastrophes climatiques qui devait mettre fin, après le cyclone Cléo de septembre 1964, à l'expérience. Celle-ci imputable semble-t-il à l'initiative d'un

important exportateur n'avait pas rencontré l'approbation générale et malgré les démarches pressantes de la Chambre de Commerce nantaise, il ne fut pas possible de renouer les liens. On en conçut quelque amertume mais on finit par se résigner.

12. Voir sur ce thème l'Atlas de la Martinique (à paraître vers la fin de 1975 ou courant 1976), les cartes et notices de la production sucrière (J.F. Ferré) et de la production bananière (J.C. Maillard). L'évolution des surfaces occupées par ces deux principales cultures à travers les années 60 (nous y avons ajouté l'ananas en raison des progrès récents de cette production), va nous permettre d'apprécier la dégradation de la situation agricole du département à travers les années 60 puisque la canne chute de 50 % environ entre 1960 et 1972, et que la banane, comme d'ailleurs l'ananas, tendent à se stabiliser à partir du milieu de la décennie (avec même pour la première un léger tassement) :

En hectares	Bananiers	Canne à sucre	Ananas	Total
1960	8.000	13.500	1.000	22.650
1963	8.500	14.000 ?	650	22.900
1966	10.000	9.500	900	20.100
1969	9.500	8.000	1.050	18.550
1972	9.300	7.100	1.000	17.400

(Estimations ; diverses sources : IFAC, DDA).

13. Voir Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, n° 13-14, année 1970, pages 135 à 150.